

Déterminés à changer la donne !

ENSEMBLE !



Déclaration du SNUipp-FSU28 CTSD du 17 septembre

Monsieur le Directeur Académique

Malgré la « création » des 1000 postes (dont 7 pour notre département) qui a constitué un premier signe, la rentrée, préparée par le gouvernement précédent, s'est faite dans des conditions plus tendues que l'an passé du fait des 4100 postes manquant à l'appel (17 pour l'Eure-et-Loir), ajoutés aux suppressions des années précédentes.

Après cinq années de coups durs et de réformes autoritaires pour l'école, un changement de cap est affiché. Le SNUipp-FSU souhaite que la volonté affichée de faire du primaire trop longtemps sous-investi une des grandes priorités du ministère se concrétise par des actes. Dans ce contexte, les créations d'emplois doivent cibler l'enseignement public. La profession a de fortes attentes. Dès maintenant, les enseignants ont besoin de retrouver des conditions de travail apaisées et sereines au service de la réussite des élèves. Des premières lignes ont bougé : la suppression du décret sur l'évaluation des enseignants, mais aussi le LPC qui connaîtra une version allégée cette année, sont à mettre à l'actif des interpellations et des actions menées et proposées par le SNUipp.

Le SNUipp-FSU demande de mettre en oeuvre une gestion de l'école basée sur la confiance. Cela passe par une rupture avec les demandes incessantes de tableaux de bord, indicateurs, et autres paperasseries inutiles et chronophages.

L'augmentation des tâches administratives dans les écoles est une réalité quotidienne pour les directrices-directeurs d'école. Le SNUipp-FSU continue de porter ses revendications sur ce dossier, en particulier l'attribution d'une aide administrative pérenne et qualifiée.

Par ailleurs, l'effort fait pour octroyer un temps supplémentaire de décharge reste limité aux moyens « restants ». Il est important de chiffrer dès aujourd'hui les besoins pour abaisser de façon durable le seuil des décharges de direction et faire que toutes les écoles puissent en bénéficier. Le SNUipp-FSU.28 vous a déjà fait part de son chiffrage et demande qu'un CTSD se tienne uniquement sur cette question avant toute opération de carte scolaire de printemps.

Du fait des suppressions massives d'emplois, le RASED n'est plus en mesure d'intervenir auprès des élèves. Alors que l'on constate que dans certains « coins » du département, nombre de collègues n'ont jamais connu le RASED, le risque est grand que les enseignants « apprennent à s'en passer », au détriment des élèves en difficulté. Les recours à des dispositifs extérieurs à l'école se multiplient. Les personnels des RASED continuent de subir lourdement les effets des politiques précédentes : réduction massive de postes entraînant l'impossibilité de répondre aux besoins, absence de perspectives, de pilotage, remise en cause des missions, quasi disparition des départs en formation... Nombre d'entre eux sont en situation de souffrance professionnelle.

Le devenir des aides spécialisées doit être au cœur des réflexions sur la réussite de tous les élèves dans le cadre de la refondation de l'école.

Dès maintenant, dans le cadre de la préparation du budget 2013, le SNUipp-FSU demande :

- un respect des personnels spécialisés et de leurs missions
- la réouverture des postes dans les zones les plus démunies dans un premier temps
- les moyens pour la mise en oeuvre des formations spécialisées à hauteur des besoins

Concernant les UE, nous renouvelons notre demande d'éclaircissement sur la « grille indicative » autant sur sa construction que sur son origine.

En présentant son agenda social de la Fonction Publique, le ministre a affiché sa volonté de reposer les bases d'un dialogue apaisé.

Les personnels de la Fonction publique ont subi nombre de réformes et mesures remettant en cause le sens de leurs missions et dégradant leurs conditions de travail : RGPP, réforme des retraites... Ils attendent une rupture.

Dans le cadre de cette concertation, la FSU a notamment demandé des mesures concrètes en matière d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, de perspectives de carrière, de résorption de la précarité, de formation, de santé...

Il faut en finir également avec le gel des traitements et l'individualisation des rémunérations. Le gouvernement doit ouvrir la négociation sur la valeur du point d'indice et la reconstruction des grilles. Le SNUipp-FSU demande aussi que soit supprimée la journée de carence.

Depuis le mois de juillet et jusqu'à fin septembre, le gouvernement a lancé une grande concertation pour

Déterminés à changer la donne !

ENSEMBLE !



refonder l'école. Après des années d'asphyxie, notre école est confrontée à un rendez-vous déterminant. Il est en effet urgent de transformer notre système éducatif où échec scolaire et origine sociale sont très fortement corrélés. Depuis le début, le SNUipp-FSU s'est engagé dans cette concertation. Il est un partenaire exigeant et offensif, porteur de propositions pour l'école de la réussite de tous. Dans les premiers jours d'octobre un rapport, issu de la concertation, sera rendu public. Il est destiné à nourrir le projet de la nouvelle loi d'orientation et de programmation qui sera présentée au Parlement en novembre et votée en début d'année prochaine. En parallèle, dès octobre, des négociations avec les organisations syndicales doivent s'ouvrir. A ce jour, les enseignants restent les grands absents de cette concertation. Les modalités arrêtées dans les académies et départements ne constituent pas un espace de concertation suffisant. Le SNUipp-FSU a été le premier à s'adresser au ministre pour obtenir une journée banalisée de concertation. Le SNUipp-FSU, qui souhaite que la transformation de l'école réussisse, exige que les enseignants des écoles soient pleinement associés aux débats sur l'avenir de l'école : cette refondation qui se veut exemplaire et historique le vaut bien.

Les enseignants d'Eure-et-Loir ne pourront se satisfaire longtemps des discours bienveillants à leur égard, ils exigeront que cela se traduise par des moyens nouveaux.